

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 15 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) La CAA valide
- 2) Dans les "arcanes" de Juju



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Notre-Dame-des-Landes: la justice relance en appel le projet d'aéroport



Les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes doivent encore déposer un recours devant le Conseil d'Etat. - SEBASTIEN SALOM-GOMIS/SIPA

La cour administrative d'appel de Nantes a validé ce lundi, contre l'avis du rapporteur public, les arrêtés préfectoraux autorisant le début des travaux de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes. Les opposants au projet ont d'ores et déjà annoncé leur volonté de déposer un nouveau recours, devant le Conseil d'Etat.

Nouveau rebondissement dans le dossier "NDDL". La cour administrative d'appel de Nantes a validé ce lundi 14 novembre les arrêtés préfectoraux autorisant les travaux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique, contre l'avis rendu le 7 novembre dernier par le rapporteur public dont les préconisations sont pourtant généralement suivies. Celui-ci avait alors estimé que lesdits arrêtés, quatre au total, ne respectaient pas le code de l'environnement.

"Surpris", "déçus", les opposants au projet ont d'ores et déjà annoncé leur volonté de **déposer un nouveau recours, cette fois devant le Conseil d'Etat**, la plus haute juridiction administrative française. Le recours, qui ne sera pas suspensif, devrait être déposé par l'Acipa, la principale association d'opposants, le Cédpa (Collectif des élus doutant de la pertinence de l'aéroport) et l'Adeca (Association de défense des exploitants concernés par l'aéroport).

Manuel Valls s'est quant à lui félicité de l'avancée possible du projet. "Ce jugement, intervenant après 168 décisions de justice favorables au projet, prouve une nouvelle fois que le projet est parfaitement légal et conforme aux réglementations en vigueur", souligne le Premier ministre dans un communiqué, quatre mois après que le tribunal administratif a rejeté, en première instance cet été, toutes les requêtes des opposants.

Notre-Dame-des-Landes : le bras de fer interminable

Les travaux commenceront-ils comme prévu cet automne ? Rien n'est moins sûr. Les **opposants - zadistes et agriculteurs - occupent toujours par dizaines le terrain**, bien décidés à abroger le décret de 2008 qui avait permis de valider le transfert de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique vers Notre-Dame-des-Landes, et même de déclarer ce dernier d'utilité publique.

Initialement prévue en 2017, l'ouverture de l'aéroport, notamment soutenue par l'ancien Premier ministre et ex-maire (PS) de Nantes Jean-Marc Ayrault, avait recueilli une majorité de "oui" (55 % des suffrages) lors de la consultation locale organisée par le gouvernement au mois de juin. Avant d'être remise en cause, à la surprise générale par le rapporteur public début novembre.

Pour ce dernier, **l'optimisation de l'infrastructure existante, celle de Nantes-Atlantique, constitue de fait une "alternative crédible"**, du moins "satisfaisante", en ce qu'elle permet (entre autres) de préserver la centaine d'espèces protégées qui vit dans les zones humides censées accueillir à Notre-Dame-des-Landes et sa desserte routière.

Malgré cette ultime décision de justice, le bras de fer promet donc de continuer... Il finira peut-être par donner raison à François Hollande, qui confiait aux journalistes Davet et Lhomme dans leur livre Un président ne devrait pas dire ça : "Le plus probable, c'est que ce projet ne sera pas



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Dans les arcanes de la «firme» Juppé

Par Ellen Salvi et Donatien Huet

Depuis son entrée en campagne en 2014, Alain Juppé peut compter sur le soutien d'une poignée de fidèles qui s'activent dans les coulisses pour assurer sa victoire. Chiraquiens historiques, élus de la nouvelle génération, hauts fonctionnaires... Ils vouent une admiration incommensurable à l'éternel numéro 2, presque aussi grande que la détestation qu'ils nourrissent envers Nicolas Sarkozy.

Ils sont discrets. Un peu trop peut-être, raillent leurs détracteurs. Peu présents sur les plateaux de télévision, ils réagissent rarement à chaud, évitent les “petites phrases” et utilisent, pour la plupart, les réseaux sociaux avec parcimonie. Le grand public les identifie mal, et pourtant ils jouent un rôle central dans la campagne que mène Alain Juppé depuis deux ans. Collaborateurs, élus locaux, parlementaires, amis de toujours, soutiens plus récents... Ils constituent la garde rapprochée du maire de Bordeaux, celle qui s’active dans les coulisses pour assurer une double victoire à leur champion. D’abord fin novembre, à la primaire de la droite et du centre. Puis au printemps 2017.



Alain Juppé entouré de plusieurs de ses soutiens politiques lors du deuxième débat de la primaire, le 3 novembre. © Twitter/@alainjuppe

La grande majorité d’entre eux ont connu les vies antérieures d’Alain Juppé. Certains le suivent depuis la fin des années 1980, ils ont déjà travaillé à Bercy, Matignon et au Quai d’Orsay. Beaucoup ont participé, à ses côtés, à la fondation de l’UMP en 2002. Ils étaient encore là deux ans plus tard, lorsque celui que Jacques Chirac qualifiait de « meilleur d’entre nous » a été condamné dans l’affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris. Ils étaient également là à son retour du Québec en août 2006, quand il a choisi de reconquérir la mairie de Bordeaux. Là aussi en 2007, lorsque, battu aux législatives en Gironde, il a été contraint de démissionner du ministère de l’économie, confié un mois plus tôt par François Fillon. Là, toujours, à l’été 2014 quand il a officialisé sa candidature au scrutin de novembre.

Ils seront de nouveau présents, ce lundi 14 novembre, pour le meeting que tiendra Alain Juppé au Zénith de Paris, dernier grand rendez-vous avant le premier tour de la primaire,

dimanche. Avec eux, des ralliements plus récents, comme le député de la Drôme Hervé Mariton, la présidente de la Région Île-de-France Valérie Pécresse ou le patron de l’UDI Jean-Christophe Lagarde. Autant de personnalités qui sont venues grossir les troupes du maire de Bordeaux et faire taire tous ceux qui, dans l’entourage de Nicolas Sarkozy, moquaient cette équipe dépourvue de « stars vues à la télé ». « C’était une petite équipe au départ, elle s’est énormément agrandie au fil des mois, se réjouit Vincent Le Roux, collaborateur de toujours chargé de la mobilisation dans la campagne. C’est d’ailleurs assez impressionnant de voir le nombre que nous sommes aujourd’hui. Des bénévoles à 99 %, beaucoup de jeunes. On a commencé à 4 ou 5 et on a désormais du mal à se réunir dans les locaux. »

L'équipe de campagne

Gilles Boyer
Pierre-Mathieu Duhamel
Vincent Le Roux
Matthieu Ellerbach
Charles Hufnagel
Virginie Calmels
Édouard Philippe
Benoist Apparu
Hervé Gaymard
Christophe Béchu
Dominique Perben
Fabienne Keller
Maël De Calan
Christine Albanel
Jean-Pierre Raffarin
Arnaud Danjean
Valérie Pécresse
François Cornut-Gentille
Pierre-Yves Bournazel
Laurent Marcangeli
Hervé Mariton
Eve Zuckerman
Félix Raymond-Colonna
Aurore Bergé
David Teillet
Marie Guévenoux
Enguerrand Delannoy
Isabelle Juppé

Les très proches de Juppé le jurent : entre eux et lui, c'est d'abord une histoire de fidélité. « Le ciment, c'est qu'il y a beaucoup plus de loyauté et d'affection que d'intérêts, affirme le député-maire du Havre Édouard Philippe, qui a participé à ses côtés à la fondation de l'UMP en 2002.

C'est moins vrai dans les autres staffs... » Comprendre : dans celui des sarkozystes, où les promesses de postes se distribuent comme des bonbons. Le maire de Bordeaux, lui, se refuse à désigner tel ou tel soutien comme futur ministrable.

Sur la vingtaine de personnes interrogées par Mediapart, nul n'était capable d'imaginer quelle place il occuperait en cas de victoire en 2017. « Tous ceux qui sont là le sont par adhésion et non par calcul », glisse son directeur de campagne Gilles Boyer. « Sarkozy est dans le registre de la promesse, ajoute le député Benoist Apparu, qui fréquente Juppé depuis 1989. Il y a des gens qui devraient être avec nous, mais qui ont choisi Sarkozy parce que Juppé ne fonctionne pas comme cela. »

C'est justement parce qu'« il ne prépare pas les choses de cette façon » qu'Alain Juppé a laissé filer l'un de ses plus anciens collaborateurs chez François Fillon. Courant 2013, quand Patrick Stefanini, qui fut son directeur de cabinet à Matignon, vint le voir pour lui dire que l'ex-ministre lui proposait de travailler à ses côtés, mais qu'il n'irait pas si jamais il y avait une chance que lui-même soit candidat, le maire de Bordeaux n'avait pas encore officiellement pris sa décision. Impossible dans de telles conditions de retenir qui que ce soit. Trois ans plus tard, ce choix s'est transformé en atout. Car non seulement Stefanini est entre-temps devenu directeur de campagne de Fillon, mais il a aussi été nommé directeur général des services du conseil régional d'Île-de-France par Valérie Pécresse. À ce double titre, il organise, dans l'ombre, de nombreux rapprochements.

Les deux hommes sont si proches que Patrick Stefanini a de fortes chances de jouer un rôle central dans la campagne pour la présidentielle, en cas de victoire le 27 novembre. En la codirigeant avec Gilles Boyer ? L'idée ne lui déplairait pas, mais elle se heurte à un obstacle non négligeable : l'image. Voir deux des six protagonistes condamnés en appel dans l'affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris, de nouveau côte à côte pour parler d'avenir, ne serait pas du plus bel effet. Même si Juppé estime qu'« en matière judiciaire il vaut mieux avoir un passé qu'un avenir », ce passé fait bel et bien partie de son histoire, comme en témoigne son entourage. À 72 ans et après 40 ans de vie politique – dont près de huit passés dans divers gouvernements –, le maire de Bordeaux est aussi l'héritier d'une époque et de ses mœurs affairistes : la chiraquie.

Sans surprise, l'équipe « AJ pour la France » compte dans ses rangs plusieurs figures qui ont travaillé aux côtés de Jacques Chirac, comme son ancienne plume Christine Albanel ou ses anciens ministres Dominique Perben et Dominique Bussereau. Sans même parler de son ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin. « Il y a des soutiens de longue date qui sont impliqués dans les groupes de travail », reconnaît la première adjointe de Juppé à Bordeaux, Virginie Calmels, ex-patronne d'Endemol qui a beaucoup œuvré pour renouveler les réseaux du « patron ». « Il y a des chiraquiens, mais ils ne sont pas dans le cœur du dispositif », assure Maël de Calan, pour arracher l'étiquette « vieille politique » qui colle au candidat. À 37 ans, l'élu breton, cofondateur du think tank « La Boîte à idées », est l'une des chevilles ouvrières du projet. À ce titre, il travaille

en étroite collaboration avec celui qui en a la charge : le député de Savoie Hervé Gaymard, autre chiraquien historique.

« Victimes des méthodes de Sarkozy »

Dans l'ombre, on retrouve également un autre acteur des années 1980-1990 : Pierre-Mathieu Duhamel, un énarque de 59 ans qui fuit les journalistes, mais ne lâche jamais le candidat. Pas franchement chiraquien, mais résolument juppéiste. Ancien conseiller du maire du Bordeaux au ministère du budget, puis directeur adjoint de son cabinet à Matignon, cet ancien élu des Hauts-de-Seine a également été directeur du budget de 2002 à 2006. Mediapart connaît bien le personnage pour l'avoir vu apparaître dans l'affaire Takieddine, à bord du yacht du marchand d'armes, mais aussi pour avoir suivi ses aventures professionnelles au ministère des finances, lesquelles lui laissent visiblement beaucoup de temps pour la campagne. Proche de Thierry Gaubert et Nicolas Bazire, deux membres éminents de la sarkozie inquiétés dans le volet financier de l'affaire Karachi, l'homme jure ne l'avoir jamais été de l'ex-chef de l'État.



Pierre-Mathieu Duhamel (au centre) sur le yacht de Ziad Takieddine, en juillet 2002. © DR/Mediapart

Comme Patrick Stefanini, Pierre-Mathieu Duhamel a lui aussi été cité dans l'affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris, sans être condamné. « Juppé et lui ont traversé les mêmes épreuves, ça rapproche forcément... », souligne un témoin de l'époque. On pourrait d'ailleurs appliquer le même raisonnement à la relation qui lie le maire de Bordeaux à son ancien ministre Hervé Gaymard. Les deux hommes ne partagent pas seulement le fait d'avoir été membres du même gouvernement et d'avoir tous deux été épinglés par Le Canard enchaîné pour des affaires d'appartement – le premier en 1995, quand il était chef de la majorité, le second dix ans plus tard, alors qu'il était ministre de l'économie. « Ils connaissent aussi très bien les méthodes de Sarkozy pour en avoir été victimes », commente l'un de leurs proches. Et ils en ont nourri la même

défiance.

Dans l'équipe de campagne, ils sont nombreux à avoir eu affaire à Nicolas Sarkozy. Nombreux aussi à en conserver un très mauvais souvenir. Quand elle est arrivée à l'UMP à sa fondation en 2012, Marie Guévenoux craignait que son étiquette "Made in Démocratie libérale" ne pose problème dans une formation dominée par d'anciens du RPR. « L'équipe de Juppé ne m'a jamais emmerdée sur le mode "reniez ce que vous êtes", contrairement à après, témoigne celle qui s'occupe aujourd'hui des donateurs et du budget de la campagne. La cohabitation a été en revanche très compliquée avec Sarkozy. Ses équipes ont été brutales avec les nôtres. Elles considéraient que nous étions leurs adversaires parce qu'on faisait partie de l'équipe précédente. »

De cette époque est né le deuxième noyau dur de l'entourage d'Alain Juppé. Des trentenaires devenus quadras qui ne se sont jamais lâchés depuis dix ans. Parmi eux, Édouard Philippe et Gilles Boyer. Les deux amis, qui ont signé ensemble deux romans politiques, partagent le même humour et la même admiration pour le « patron ». Nicolas Sarkozy les déteste et ils le lui rendent bien. Le député-maire du Havre, grand amateur de boxe, a même manqué de se battre avec l'ex-chef de l'État au congrès fondateur de l'UMP. Quant au directeur de campagne, il assène ses uppercuts sur Twitter. « Boyer n'arrête pas de dire du mal de moi », s'est d'ailleurs un jour plaint l'ancien président auprès du maire de Bordeaux. Réponse de ce dernier : « Je ne vais pas tenir la plume de mes collaborateurs, il fait ce qu'il veut. »



Alain Juppé et Gilles Boyer. © Édouard Élias/H&K

Au tandem Boyer-Philippe s'est greffé, dans le courant des années 2000, un troisième homme : le communicant Charles Hufnagel, qui avait rencontré le député-maire du Havre chez Areva, avant de travailler auprès d'Alain Juppé à la défense, puis au ministère des affaires étrangères. Reparti dans le privé après la présidentielle de 2012, il a été rappelé à la rescousse au printemps

dernier, alors que la campagne patinait. Marie Guévenoux, elle, a rejoint l'équipe quelques mois seulement après l'annonce de la candidature du maire de Bordeaux. Elle y a retrouvé l'ancien délégué général de l'Union nationale interuniversitaire (UNI, créée avec l'aide des barbouzes gaullistes du SAC) David Teillet, vieille connaissance du cabinet de Xavier Darcos, qui gère aujourd'hui l'agenda et les déplacements du candidat. « C'est un groupe qui se connaît depuis longtemps, affirme-t-elle. On a traversé des épisodes pas simples : la condamnation, la perte des législatives... Ça nous a soudés. »

Comme elle, ils sont nombreux, parmi les anciens de 2002, à avoir quitté le privé pour refaire surface en politique aux côtés de Juppé. « On a vu revenir beaucoup de personnes qui avaient travaillé avec nous à la fondation du parti, se souvient Édouard Philippe. Marie Guévenoux, Vincent Le Roux, Valérie Cocozza, Stéphane Seigneurie... » « On a tous des parcours différents et des histoires professionnelles différentes, mais, parmi les plus proches de 2002, aucun n'a envisagé de travailler avec quelqu'un d'autre », ajoute Gilles Boyer. « Il y a un caractère de continuité, confirme Vincent Le Roux. Ce n'est pas la firme [surnom donné à la bande de sarkozystes historiques que sont Pierre Charon, Brice Hortefeux, Frédéric Lefebvre, Franck Louvrier et Laurent Solly – ndlr], mais c'est une réalité ! »

Quand on interroge les proches du maire de Bordeaux sur les raisons de leur soutien indéfectible pour l'éternel numéro 2, les mêmes mots doux reviennent en boucle : sincérité, fidélité, sérieux, intérêt général. Quand on leur demande pourquoi le grand public est incapable de les identifier, contrairement à l'équipe qui entoure Nicolas Sarkozy, ils avancent les mêmes hypothèses. « Sarkozy a la même équipe qu'avant, celle qui a été storytellee, rappelle l'ancien ministre du logement Benoist Apparu. Cette histoire est racontée depuis 2004, tandis que le parcours présidentiel d'Alain Juppé commence en 2014. » « L'entourage de Sarkozy est très connu, concède Édouard Philippe. Ils ont plus de notoriété, mais je ne suis pas sûr que ce soit positif... »

Pour Maël de Calan, ce manque de visibilité est surtout une marque de sérieux. « On n'est peut-être pas l'équipe la plus fun, mais on est sincères. On travaille. Médiatiquement, je suis loin derrière Geoffroy Didier [conseiller régional d'Île-de-France, cofondateur de « La Droite forte » – ndlr], mais quand je l'écoute, j'ai surtout l'impression

qu'il ne travaille pas assez. Ça peut être un handicap aussi... Les gens en ont ras-le-bol de

Le renouveau dans les mains d'un septuagénaire

La dimension locale est essentielle pour comprendre les dynamiques du groupe juppéiste. Le candidat répète souvent que les maires représentent « le plus grand réseau de travailleurs sociaux du pays ». De fait, ils sont nombreux à lui accorder leur confiance. « Ce qu'il a fait à Bordeaux, c'est magnifique, s'enthousiasme l'ancienne édile de Strasbourg, Fabienne Keller. J'y suis souvent allée pour m'inspirer. » « L'équipe est composée de gens qui travaillent sur le terrain, on n'est pas dans le casting, ajoute le sénateur-maire d'Angers, Christophe Béchu, devenu lui aussi porte-parole de la campagne, après avoir été longtemps courtisé par Nicolas Sarkozy. Nous ne sommes pas dans la surenchère médiatique ni dans le règne de la tweetsphère. La politique, c'est faire. »



Alain Juppé et Édouard Philippe au Havre, le 12 novembre. ©

Les élus juppéistes qui siègent au Sénat ou à l'Assemblée nationale en veulent pour preuve certaines de leurs prises de position au parlement, où ils se sont parfois démarqués des consignes de vote du groupe LR.

Ce fut le cas pour la loi sur le mariage pour tous (votée par Benoist Apparu et Fabienne Keller), mais aussi pour celle sur le renseignement (contre laquelle se sont exprimés Édouard Philippe, Hervé Gaymard et Laurent Marcangeli).

En revanche, la plupart d'entre eux sont allés dans le sens du vent quand il s'est agi de voter en faveur de la transparence de la vie politique ou du non-cumul des mandats (beaucoup cumulent d'ailleurs). Prôner le renouvellement de la classe politique et de ses pratiques est une chose.

Conserver ses privilèges en est une autre.

La garde rapprochée d'Alain Juppé n'est pas à un paradoxe près. Le premier d'entre eux ? Se gargariser de renouveau en plaçant ses espoirs dans la candidature d'un septuagénaire. « La politique, c'est aussi un moment, se défend Christophe Béchu, quand on lui pointe la bizarrerie. Dans le moment où nous sommes, après dix années problématiques, on a besoin de quelqu'un qui a une stature d'État. » Ce décalage de génération, Matthieu Ellerbach, le représentant des « Jeunes avec AJ » qui comptent une centaine de comités, préfère en rire. « Jeune avec Juppé, ça peut paraître aussi étrange que calme avec Sarkozy, modeste avec Le Maire ou comique avec Fillon, a lancé le jeune homme de 25 ans lors d'une réunion dans les Hauts-de-Seine, début octobre. Mais nous avons envie d'entendre parler de l'avenir de la France, de l'avenir de la jeunesse, pas forcément des Gaulois. »

Dans l'équipe technique du candidat, comme dans les groupes de travail qui planchent sur son projet, on trouve d'ailleurs quantité de jeunes. « La moyenne d'âge des gens qui écrivent pour Juppé est inférieure à 40 ans », indique Maël de Calan. Côté campagne numérique, la moyenne baisse encore de quelques années, puisque c'est Ève Zuckermann, 22 ans, qui en chapeaute la stratégie. Cette experte du logiciel Nation Builder, apparu en 2012 pendant la campagne de Barack Obama, travaille aux côtés de Félix Raymond Colonna et Aurore Bergé, 29 ans chacun, qui gèrent respectivement les comptes Twitter @alainjuppe et @ajpourlafrance. Ce sont eux qui inondent le réseau social à chaque intervention de leur champion, souvent épaulés par Isabelle Juppé, qui suit de très près la campagne de son mari et le conseille notamment sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes.



Alain Juppé avec certains membres des "Jeunes pour AJ". © Édouard Élias/H&K

À écouter les proches du maire de Bordeaux, la question de l'âge n'en est pas une. Pour eux, l'essentiel repose sur la personne, ce qu'elle incarne à leurs yeux, à savoir « l'exact opposé de Nicolas Sarkozy ». « Le déclic vient de sa façon de faire de la politique avec sérieux, affirme Maël de Calan. Les autres ont une manière détestable et très ancienne de faire de la politique. Chez Juppé, ce n'est pas un conglomérat d'ambitions

personnelles. » C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles l'équipe « AJ pour la France » rechigne à « se mettre en scène, comme le fait celle de Sarkozy », selon Marie Guévenoux.

« C'est lié à notre conception du pouvoir : un conseiller n'est pas là pour mener le jeu, explique la jeune femme. Juppé, c'est un vrai patron. On n'est pas dans l'exercice de style. C'est lui, le chef. Nous, on est là pour apporter notre pierre à l'édifice. » La « méthode Sarko » qui consiste à envoyer ses conseillers parler à la place des ministres ? Très peu pour eux.

De toute façon, « l'entourage a un intérêt bien secondaire, estime Vincent Le Roux, ce qui est intéressant, c'est que nous sommes tous autour d'un homme ». Certes, mais est-ce à dire que cet homme n'en fait qu'à sa tête ? « Pas du tout ! répond Laurent Marcangeli. Juppé est en attente de savoir ce que l'on ressent.

C'est quelqu'un qui écoute, il n'y a pas de monologue dans les réunions, ça change. » Surtout, ne pas toucher au champion. Ne jamais souligner à quel point il manque de chaleur humaine. Ses proches sortent immédiatement les griffes. « C'est sûr que Sarko aura toujours plus de facilités à mettre 5 000 hystériques dans une salle, mais est-ce vraiment cela qui compte ? interroge l'un d'eux. Si les Français ont envie d'élire un camelot en 2017, ce ne sera pas Juppé. »

Les collaborateurs les plus anciens du maire de Bordeaux ne l'ont jamais tutoyé et l'appellent difficilement par son prénom. Question de respect, disent-ils. « On a tous une admiration pour le bonhomme, pour ce qu'il représente », glisse Benoist Apparu.

D'où ces surprenantes étoiles dans les yeux quand ils parlent de lui : « Il nous tire vers le haut », dit Vincent Le Roux ; « C'est l'homme de la situation », assure Virginie Calmels ; « C'est incroyable de travailler avec lui, c'est un niveau intellectuel très supérieur à la moyenne », ajoute Marie Guévenoux ; « Il nous rend fiers de faire de la politique, sans jamais céder au simplisme ou à la petite phrase, conclut Gilles Boyer.

Nous avons tous l'intime conviction qu'il serait un merveilleux président. » Alain Juppé a bien ses fans. Certes, ils ne crient pas « Alaaaaaiin » dans les meetings, comme les partisans de Nicolas Sarkozy hurlent « Nicolaaaaaas », mais ils n'en demeurent pas moins convaincus.

Quid des sarkozystes en cas de victoire ?

Le noyau dur de juppéistes n'a cessé de grossir au fil des mois. De façon visible, avec des soutiens politiques tels que Valérie Pécresse, François Bayrou, Hervé Mariton, Alain Lamassoure, Frédéric Lefebvre, Jean-Christophe Lagarde ou encore Patrick Devedjian. De façon plus souterraine, dans les nombreux groupes de travail qui planchent sur le projet du candidat. À Paris, quelque 200 têtes pensantes, hauts fonctionnaires, experts, chefs d'entreprise, alimentent quotidiennement le candidat. Beaucoup préfèrent conserver l'anonymat. Parmi les relais patronaux, le maire de Bordeaux bénéficie de la « sympathie » de plusieurs chiraquiens du monde des affaires comme l'ancien président du groupe Kering, François Pinault, ou celui d'Atos, Thierry Breton. Il peut aussi compter sur le soutien d'anciens sarkozystes comme Alain Minc, de connaissances de Vincent Le Roux au Medef, et d'acteurs de la nouvelle économie activés par Virginie Calmels.



Alain Juppé et Pierre Gattaz à l'université d'été du Medef, le 31 août. © Reuters

« Il voit aussi des intellectuels, des éditeurs, des auteurs qui font parler d'eux, mais c'est moins construit et plus naturel que chez Sarkozy, souligne Maël de Calan. Il n'y a pas de force de frappe intellectuelle, car ce réseau a toujours existé chez Juppé. » « L'état d'esprit, c'est le renouvellement », assure également l'eurodéputé Arnaud Danjean, ex-spécialiste des Balkans à la DGSE, où il a officié durant dix ans. L'élu a rejoint l'équipe de campagne en janvier 2015. Il y côtoie notamment Philippe Hayez, qui anime pour sa part un groupe de travail sur les questions de défense. Des profils qui rassurent les services de renseignement.

De façon générale, « la matière grise de Juppé est issue de la haute fonction », poursuit Danjean. C'est d'ailleurs l'un des reproches qui sont souvent faits au maire de Bordeaux : le côté technocrate de ses troupes, dans le sens négatif du terme, car forcément déconnecté des réalités du «

« peuple de France » dont Nicolas Sarkozy s'est autoproclamé « porte-parole ». Des critiques qui, là encore, ont le don d'agacer ses proches. « À un certain niveau de responsabilité, la qualité technique et administrative est importante, souffle Christophe Béchu. Ce qui m'importe, c'est qui commande : les politiques ou les technocrates ? Je n'ai aucun doute sur le fait qu'Alain Juppé est le patron. Il ne s'exprime pas en ânonnant une fiche qu'on lui a rédigée. »

La rigueur, plutôt que la caricature. « C'est ce qui attire, assure Marie Guévenoux. Les étudiants qui sortent des grandes écoles viennent naturellement à nous. Ils sont séduits par le discours très pesé d'Alain Juppé. » Un discours qu'apprécient également bon nombre d'élus LR qui regrettent de voir leur parti sombrer dans une course à l'échalote avec le Front national. « Ma famille politique a eu singulièrement la tentation de ne pas reconnaître la défaite de 2012, affirme Arnaud Danjean. Du coup, elle ne se parle qu'à elle-même. Juppé a une approche plus large du public et des thèmes qui doivent être abordés. Les questions identitaires et sécuritaires n'ont aucun sens si on les sépare du contexte socio-économique. »

« Le débat autour de l'identité est important, mais ce n'est pas le seul. Il y a ceux qui courent après une tendance et ceux qui essaient d'en façonner une », ajoute Laurent Marcangeli pour défendre le concept d'« identité heureuse » de son candidat. Quant à Christophe Béchu, il estime que « gaspiller de l'énergie dans des propos qui sont blessants, ce n'est pas la solution, rien ne sert de désigner les gagnants et les perdants ». Lui défend l'idée d'une « droite respectueuse dans son expression et humaniste dans sa philosophie ». « On parle beaucoup de droite décomplexée, moi je ne me sens pas complexé du tout », plaisante le sénateur-maire d'Angers.

L'équipe d'Alain Juppé se retrouve sur la ligne défendue par leur champion : celle d'une droite bien de droite – aucun doute là-dessus quand on regarde ne serait-ce que le programme économique –, mais qui préfère discuter avec les centristes – l'UDI et le MoDem ont d'ailleurs choisi de soutenir le maire de Bordeaux –, plutôt que de braconner sur les terres du FN. Dans un parti qui n'a cessé de se droitiser au cours des dix dernières années, ce positionnement pose naturellement la question du rassemblement, en cas de victoire le 27 novembre. Quid des Brice Hortefeux, Christian Estrosi et Nadine Morano ? Quelle place leur accorder dans un dispositif de

campagne présidentielle ?

S'ils refusent de se projeter sur l'après-scrutin, les juppéistes admettent toutefois que l'exercice ne sera pas aisé. « L'étape la plus compliquée se jouera au lendemain de la primaire, reconnaît Benoist Apparu. Il y aura peut-être des réglages à faire pour que chacun comprenne bien que c'est une autre histoire qui commence. Il y aura forcément des gens plus faciles à intégrer que d'autres, mais je ne me fais pas de souci : nécessité fait loi. » D'ailleurs, des sarkozystes du deuxième cercle ont déjà fait passer des messages. « Ces derniers temps, j'en vois pas mal arriver pour me dire qu'ils n'auront aucun problème à travailler avec Alain », s'amuse un député. Qu'importe les difficultés, « c'est le candidat qui donnera la tonalité, tranche Gilles Boyer. Je n'ai aucune inquiétude sur le fait que tout le monde se soudera autour du vainqueur de la primaire. » Les sept prétendants en ont fait la promesse. Rien ne dit qu'ils la tiendront.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !

Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com